La scolarisation des enfants syriens au Liban

Manuela Casalone

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3983>

DOI : ERREUR PDO dans /localdata/www-bin/Core/Core/Db/Db.class.php L.34 : SQLSTATE[HY000]

[2006] MySQL server has gone away

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2017

Pagination : 115-117

ISBN : 978-2-919040-39-1

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Manuela Casalone, « La scolarisation des enfants syriens au Liban », *Hommes & migrations* [En ligne], 1319 | 2017, mis en ligne le 01 octobre 2020, consulté le 08 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3983> ; DOI : [https://doi.org/ERREUR PDO dans /localdata/www-bin/Core/Core/Db/Db.class.php L.34 : SQLSTATE\[HY000\] \[2006\] MySQL server has gone away](https://doi.org/ERREUR PDO dans /localdata/www-bin/Core/Core/Db/Db.class.php L.34 : SQLSTATE[HY000] [2006] MySQL server has gone away)

LA SCOLARISATION DES ENFANTS SYRIENS AU LIBAN

Par MANUELA CASALONE, monitrice éducatrice pour la Croix-Rouge française.

Depuis l'émergence en 2011 de mouvements politiques en Syrie, suivis d'une guerre meurtrière, le Liban fait face à une importante crise démographique, avec un afflux massif de réfugiés syriens dont le nombre dépasse à présent 1 200 000 personnes¹. Le Liban n'a pas ratifié la Convention de Genève de 1951 ni le Protocole de New York de 1967. Pour cette raison, les autorités libanaises ne reconnaissent pas le statut de réfugiés aux Syriens. Néanmoins, il est membre exécutif du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

Le gouvernement libanais traite la population syrienne comme « déplacée » et conserve une position officielle de neutralité à l'égard du conflit. Les autorités libanaises se sont opposées à l'implantation de camps de réfugiés officiels, de peur de révoltes et pour se protéger contre une instabilité sécuritaire, mais aussi car elles n'ont pas les moyens de gérer un système d'aide humanitaire. Aujourd'hui, un visa d'entrée pour raisons humanitaires est obligatoire pour les Syriens.

Dès 2011 une mobilisation par « le bas » est intervenue et plusieurs réseaux d'aide aux réfugiés se sont constitués, comme le Haut Comité de secours libanais (HCS) et une coalition de 28 organisations non gouvernementales caritatives libanaises et d'associations syriennes implantées dans le pays². Ces associations s'ajoutent à d'autres nombreuses ONG libanaises, existant depuis plusieurs décennies et apportant encore aujourd'hui des aides aux migrants et aux réfugiés.

À ce jour, le Liban est le pays qui accueille le plus grand nombre de réfugiés au monde par rapport à sa population locale. La moitié de ces réfugiés sont des enfants, pour la plupart accompagnés. Selon les chiffres fournis par le HCR au mois de juin 2015, plus d'1,17 million de Syriens étaient déplacés au Liban, dont 42 % ayant entre 3 et 18 ans étaient en âge scolaire. L'Unicef recensait à cette période 630 713 réfugiés syriens ayant moins de 18 ans, dont 222 465 avait moins de 5 ans³.

Dans la gestion de la crise syrienne, des critères de vulnérabilité sont à la base de toute décision étatique en collaboration avec le système humanitaire et caritatif. Malgré des difficultés et des limites, le système scolaire libanais a immédiatement été ouvert à la jeunesse syrienne, une des catégories les plus vulnérables de la population arrivant dans le pays.

L'école officielle au Liban pour les Syriens

Le système scolaire libanais se compose d'écoles publiques, privées, semi-privées confessionnelles et d'écoles UNRWA (United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East) qui accueillent des réfugiés palestiniens.

Depuis l'année scolaire 2013-2014, le ministère libanais de l'Éducation nationale (MEHE) a mis en place un système de scolarisation dans les écoles

1. UNHCR, *Syria Regional Refugee Response. Registered Syrian Refugees* [en ligne]. Url: <http://data.unhcr.org/syrianrefugees/country.php?id=122.1180> 755 Syriens ont trouvé protection et assistance auprès du HCR et de ses partenaires, dont 1169 842 personnes sont enregistrées comme réfugiées et 10 913 sont en attente d'enregistrement. 2. Vincent Geisser, « La question des réfugiés syriens au Liban : le réveil des fantômes du passé », in *Confluences Méditerranée*, vol. 4, n° 87, 2013, pp. 67-84. 3. UNICEF, *Syria Crisis : Monthly Humanitarian Highlights & Results*, mai 2015.

publiques basé sur deux intervalles horaires dénommés « *shifts* », organisés le matin et l'après-midi dans plus de 980 écoles officielles, divisées entre niveau primaire et secondaire, accueillant des étudiants ayant entre 6 et 15 ans pour le primaire, ainsi que 16 et 18 ans pour le secondaire.

Le premier *shift* a lieu le matin et accueille des enfants libanais, ainsi que des enfants syriens et d'autres nationalités installées au Liban avant 2011 et le début de la guerre en Syrie. Le deuxième *shift* se déroule l'après-midi à partir de 14 h 30, pour une durée de quatre heures environ. Il n'est ouvert que pour les étudiants syriens. L'équipe pédagogique se compose pour la plupart de jeunes diplômés, proposant une version adaptée du programme scolaire libanais, à cause de l'horaire restreint.

Dans un rapport du HCR de mars 2015, le MEHE déclarait que pendant l'année 2013-2014 les écoles publiques avaient accueilli 90 000 enfants syriens ; 106 000 enfants en 2014-2015 ; 250 000 en 2016⁴. Malgré ces chiffres très importants, les efforts du ministère de l'Éducation n'ont pas été suffisants, même si les taux de scolarisation progressent. 69 % des 380 000 jeunes syriens en âge scolaire recensés sur le territoire n'étaient pas scolarisés en 2015⁵. Ils ne sont plus que 50 % en 2016. À ce propos, le MEHE affirmait que 44 507 enfants non libanais avaient été inscrits dans le premier *shift* organisé dans 160 écoles publiques primaires et la scolarisation des 62 288 enfants syriens dans le deuxième *shift* avait commencé au mois de janvier 2015. Les instituts ont pu inscrire les étudiants jusqu'à la fin du mois de mars de la même année, afin de compléter les 750 heures requises durant l'année scolaire 2014-2015⁶.

L'accès à l'école publique libanaise n'est pas immédiat car, pour y être scolarisés, les enfants syriens entre 9 et 17 ans doivent suivre un cours estival de quatre mois : l'Accelerated Learning Program (ALP), basé sur le programme scolaire libanais, et leur fournissant les principales compétences en arabe, français, anglais, mathématique et sciences.

D'autres programmes du même type existent, dont notamment le Community-Based Education (CBE)

et le Basic Literacy and Numeracy (BLN), proposant des cours de remise à niveau et des activités psychosociales organisés par plusieurs ONG libanaises et internationales.

Les ONG et l'école

Parmi les nombreuses associations actives sur le territoire libanais pour l'accompagnement et la scolarisation des enfants syriens, on trouve le Centre des migrants de Caritas (Caritas Liban et Caritas Lebanon Migrants Center, CLMC), un centre autonome et spécialisé, fondé en 1994, visant à répondre aux besoins de travailleurs migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile installés au Liban. Le CLMC collabore avec le ministère de l'Éducation nationale libanais, en partenariat avec Unicef, son principal donateur. À partir de l'année scolaire 2012-2013, le CLMC a mis en place des projets de soutien et de sensibilisation à la scolarisation des jeunes syriens qui a conduit à l'inscription de 22 700 étudiants dans 800 écoles publiques, en assurant le paiement des frais d'inscription et l'offre de matériel scolaire, ainsi que des uniformes scolaires et des cartables pour les enfants des familles les plus démunies. Des critères de vulnérabilité sont appliqués dans la sélection des jeunes : le centre aide notamment les enfants vivant dans la pauvreté et l'insalubrité, les orphelins, les enfants de familles nombreuses ou les jeunes dont un parent ne travaille pas⁷.

Durant l'année 2013-2014, les 90 000 enfants syriens intégrés dans des écoles publiques et privées l'ont été grâce au soutien économique du CLMC et, en 2014-2015, le centre a visé la scolarisation d'un total de 280 000 jeunes, par le biais de l'approvisionnement des uniformes, des cartables, ainsi que du transport. Tous les étudiants syriens inscrits dans une école officielle libanaise, au premier ou au deuxième *shift*, ont été enregistrés dans une base de données du CLMC.

Le CLMC a participé en outre à l'organisation et à la supervision de l'Accelerated Learning Program.

4. Voir, dans ce numéro, le document : « Santé, éducation, naissances, quelques données de base sur la situation des réfugiés syriens au Liban ». 5. UNICEF Middle East and North Africa, *Syria crisis: education fact sheet*, avril 2015. 6. UNHCR, *Monthly Dashboard. Education sector*, february 2015. Traduction de l'auteur. 7. CLMC, *Lebanon Education Project Narrative*, octobre 2013.

Malgré ce soutien direct aux familles syriennes les plus démunies, un grand nombre de jeunes syriens en âge scolaire vivant au Liban a encore des difficultés à accéder au système scolaire officiel libanais. Pour cette raison, le CLMC a mis en place un projet éducatif non officiel, permettant la scolarisation des enfants de parents syriens et d'autres nationalités n'ayant pas pu être inscrits dans une école officielle. Il gère l'école Beth Aleph, en partenariat avec Caritas Autriche et la fondation des Pères Lazaristes de la ville de Beyrouth. Les enfants, ayant entre 3 et 7 ans, suivent un parcours éducatif non formel, structuré sur le programme libanais avec l'anglais comme seconde langue d'enseignement. N'étant pas reconnu comme officiel, l'établissement ne peut pas fournir de diplôme, mais seulement une attestation de présence, certifiant le niveau de scolarisation de l'élève. Pour cette raison, une fois le parcours scolaire terminé, les étudiants de Beth Aleph doivent passer un examen pour accéder à une école primaire qualifiée.

Comme le Centre des migrants de Caritas, d'autres organisations locales et internationales sont actives partout sur le territoire libanais et proposent des programmes de scolarisation aux enfants et aux jeunes syriens. L'ONG syrienne Basma wa Zeytouna travaille dans le camp palestinien de Chatila et dans la région du Akkar au nord du pays. En 2013, une école non officielle et gérée par cette organisation a été ouverte à Chatila afin d'accueillir plus de 300 enfants syriens d'origine palestinienne vivant dans le camp. À l'instar de l'école Beth Aleph, le parcours proposé par cet institut n'est pas reconnu par le ministère de l'Éducation nationale, mais il permet aux enfants de continuer à s'instruire et à progresser dans le but, peut-être un jour, de retourner en Syrie et d'intégrer une nouvelle école.

Plusieurs dispositifs sont mis en place pour prévenir le décrochage scolaire des enfants et des adolescents jusqu'à 15 ans, mais ce n'est qu'en 2015 qu'un accompagnement est mis en place pour les jeunes ayant entre 17 et 24 ans et pour les plus petits. Or les jeunes syriens n'ayant pas pu terminer les études dans leur pays d'origine à cause de la guerre

se sont vu refuser l'accès à ces programmes sous prétexte de leur âge trop « élevé ».

Difficultés et problématiques

Dans le contexte de migration, les jeunes syriens se trouvent dans la nécessité de s'adapter à un nouvel environnement après avoir dû se séparer de leurs réseaux sociaux et communautaires, avoir interrompu une formation, tandis qu'ils subsistent dans des conditions difficiles.

Pour des raisons économiques et de protection, un grand nombre de jeunes ont abandonné l'école pour commencer à travailler et à subvenir aux besoins de leur famille, d'autres n'ont pas eu accès à l'instruction à cause de l'absence de documents attestant de leur niveau de scolarisation en Syrie. Les jeunes qui ont pu intégrer une école libanaise ont des difficultés à suivre le programme scolaire, car les enseignements scientifiques sont dispensés en langue française ou anglaise, alors qu'ils le sont en arabe en Syrie. De plus, les Syriens scolarisés dans le deuxième *shift* de l'après-midi n'ont pas les mêmes possibilités d'intégration dans la société libanaise, car ils restent entre eux et n'ont pas de contact avec les jeunes libanais. Ils sont aussi parfois considérés par les professionnels enseignants comme un groupe « spécifique » d'enfants, nécessitant un suivi spécifique, en tant que jeunes illettrés et indisciplinés, sans aucun recul et aucune prise de conscience des probables violences et contraintes dont ils ont été victimes⁸.

Il est vrai que la migration est souvent synonyme de souffrance, de perte des cadres de la société d'origine. L'enfant doit s'adapter à un nouvel environnement qui affecte également son contexte familial, transformé lui-aussi par ces changements. Cela implique ainsi une métamorphose des positions au sein de la famille, dans laquelle le jeune se voit confier des responsabilités et des tâches qui transforment son statut : il acquiert ainsi un « rôle » d'adulte. Dans la migration, avec l'enfance et la jeunesse, ce sont ainsi l'ensemble des âges sociaux, des attentes collectives vis-à-vis des comportements et des positions aux différents âges de la vie, qui se trouvent bouleversés. ■

8. Voir Manuela Casalone, « Enfances en migration : Une étude sur les enfants réfugiés au Liban », mémoire de Master-2, université Paris-Diderot - Paris-7, septembre 2015, p. 50.